

GUERRE AU MOYEN-ORIENT

Prix de l'énergie : désarroi et désaccords en Europe



Lors du conseil transports, télécommunications et énergie, à Bruxelles, le 16 mars. FREDERIC GARRIDO-RAMIREZ/EUROPEAN UNION

Virginie Malingre

Plusieurs Etats questionnent le non-recours au pétrole russe et l'objectif de neutralité carbone en 2050

BRUXELLES - bureau européen

Quatre ans après la crise énergétique qui les a touchés, dans la foulée de l'invasion de l'Ukraine pour la Russie, les Vingt-Sept sont de nouveau confrontés à la flambée des prix, occasionnée, cette fois, par le conflit au Moyen-Orient. Les ministres européens de l'énergie en ont discuté, lundi 16 mars, à Bruxelles, et le sujet sera au cœur des débats entre les chefs d'Etat et de gouvernement qui doivent se retrouver dans la capitale belge, jeudi 19 mars.

Depuis 2022, les Européens ont appris à vivre sans les hydrocarbures russes, ont accru leur recours aux renouvelables et diversifié leurs approvisionnements. Mais ils n'ont pas tourné le dos aux énergies fossiles tandis que leurs infrastructures énergétiques nécessitent d'être modernisées et mieux connectées. Dès lors, ils restent vulnérables à toute envolée du gaz ou du pétrole. D'autant que, au sein de l'Union européenne (UE), le prix de l'électricité est calculé à partir de la dernière centrale utilisée pour répondre à la demande, qui, durant les pics de consommation, est souvent une centrale à gaz.

Le conflit au Moyen-Orient a déjà alourdi de 6 milliards d'euros la facture de l'Europe pour ses importations d'énergies fossiles, a rappelé Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission, dans une lettre aux dirigeants européens, publiée lundi. C'est « *le prix de notre dépendance* », a-t-elle regretté. Dans ce contexte à haut risque, les 32 membres de l'Agence internationale de l'énergie ont convenu, le 11 mars, de libérer 400 millions de barils de pétrole de leurs réserves stratégiques. Certains pays ont pris, de leur côté, des mesures d'urgence. Comme le Portugal, qui a réduit les taxes sur les carburants, la Croatie et la Hongrie, qui en ont plafonné le prix, ou encore la Grèce, qui a préféré limiter les marges sur les prix à la pompe. Contrainte budgétairement, la France a renforcé les contrôles dans les stations-service contre les hausses abusives. Et TotalEnergies s'est engagée à ne pas faire payer plus de 1,99 euro le litre d'essence ou de diesel.

Au-delà de ces initiatives, la question du détroit d'Ormuz est cruciale. Paris cherche à organiser une coalition de pays volontaires, au sein de l'UE, dans le Golfe ou en Méditerranée, voire avec l'Inde, pour y rétablir la liberté de navigation. Mais cela ne sera envisageable qu'« *après la phase la sortie de la phase la plus chaude du conflit* », a précisé Emmanuel Macron, le 9 mars.

La Commission assure, pour sa part, qu'elle est prête à « *gérer le choc énergétique actuel et à protéger notre économie* », comme l'écrit Ursula von der Leyen. Elle promet des « *mesures ciblées et temporaires* ». Avec une ligne rouge : ne pas dévier de l'objectif, au cœur du pacte vert, que se sont donné les Européens d'accroître leur recours aux énergies renouvelables et de ne plus acheter le moindre hydrocarbure russe.

Il faut dire que certains Etats membres sont à la manœuvre pour un revirement sur ces points. L'Italie a déjà appelé à changer les règles du marché de l'électricité européen, notamment l'indexation de fait du prix du kilowattheure sur celui du gaz, qui doit inciter les Européens à plus décarboner leur électricité. La présidente du conseil, Giorgia Meloni, a également réclamé, le 11 mars, une « *suspension urgente* » du marché du carbone (ETS pour *Emissions Trading System*), qui « *gonfle artificiellement le prix de l'électricité* ». Plusieurs pays d'Europe centrale et orientale, dont la Pologne, se sont exprimés dans ce sens. Quant au chancelier allemand, Friedrich Merz, il a, depuis un mois, envoyé des messages contradictoires, qui traduisent une ambiguïté sur le sujet de l'ETS.

Atteindre la neutralité carbone

Budapest et Bratislava plaident pour que l'UE ne se prive pas des hydrocarbures russes bon marché, d'autant que les Etats-Unis ont décidé de lever temporairement leurs sanctions énergétiques contre Moscou. Aujourd'hui, les Européens achètent encore du gaz naturel liquéfié (GNL) russe, mais ils se sont engagés à y renoncer d'ici à la fin 2027. Qui plus est, si les Vingt-Sept ont décidé d'un embargo sur le pétrole russe fin 2022, la Hongrie et la Slovaquie bénéficient d'une dérogation à laquelle la Commission compte proposer de mettre fin, dans un texte qui devrait être présenté mi-avril.

« *Il faut se réarmer et remilitariser la frontière. Et, dans le même temps, on doit normaliser les relations avec la Russie, regagner l'accès à l'énergie bon marché* », a même déclaré le premier ministre belge, Bart De Wever, dans un entretien au journal *L'Echo*, le 14 mars, assurant ne pas être seul à penser ainsi. « *Un approvisionnement en gaz russe signifierait un retour à une situation d'insécurité totale et un soutien à un belliciste. C'est hors de question* », a insisté, lundi, la ministre de l'énergie allemande, Katherina Reiche.

Dans sa lettre, lundi, Ursula von der Leyen propose d'aménager l'ETS, afin qu'il soit moins coûteux dans les périodes de hausse des prix. Elle pousse les Vingt-Sept à investir dans leurs infrastructures électriques – une proposition législative est sur la table qu'elle voudrait voir adoptée au plus vite – et à utiliser plus largement les outils à leur disposition pour découpler les prix de l'électricité du prix du gaz. La réforme du marché de l'électricité de 2024, adoptée, dans la douleur, après la crise de 2022, leur permet de recourir à des contrats à long terme ou de redistribuer la rente des producteurs d'électricité décarbonée quand les prix du gaz flambent.

La Commission incite aussi les Etats membres à baisser leurs taxes sur l'énergie ou à multiplier les aides d'Etat, dans un cadre qu'elle se dit prête à assouplir. Avec le risque que seuls les pays les plus riches, Allemagne en tête, en aient les moyens. Déterminée à ne pas financer l'effort de guerre de Moscou et à ne pas compromettre les efforts de l'UE pour atteindre la neutralité carbone en 2050, Ursula von der Leyen apparaît relativement démunie face à la crise énergétique qui frappe l'UE.